

**Le président de Grand Châtellerault,**

**VU** la loi n°853-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

**VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique Territoriale,

**VU** le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2122-19, L.2122-20, L.5211-4-1 et R.2122-8,

**VU** le procès-verbal en date du 15 juillet 2020 relatif à l'élection des Vice-Présidents et des membres du bureau communautaire,

**VU** la délibération n°1 du conseil communautaire du 04 avril 2024 portant délégation de compétences du conseil communautaire au Président ;

**VU** l'arrêté n°2022-24 en date du 12 avril 2022 portant délégation de signature en faveur de Mme Sophie BREGEAUD-ROMAND,

**CONSIDÉRANT** la nouvelle organisation des services de Grand Châtellerault ,

**CONSIDÉRANT** que pour les besoins du service Grand Atelier, il convient de déléguer la signature de certains documents au responsable de service, sous la surveillance et la responsabilité du président,

**CONSIDÉRANT** les fonctions de responsable de service occupées par Mme Sophie BREGEAUD-ROMAND,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** L'arrêté n°2022-24 en date du 12 avril 2022 portant délégation de signature en faveur de Mme Sophie BREGEAUD-ROMAND est abrogé.

**ARTICLE 2 :** Mme Sophie BREGEAUD-ROMAND, responsable du service Grand Atelier, a délégation de signature pour :

- les courriers et actes administratifs de gestion courante ne portant pas décision et relevant du service Grand Atelier,
- les attestations du service fait pour les dépenses relevant du service Grand Atelier.

**ARTICLE 3 :** Les documents signés au titre de l'article 2 devront porter les noms, prénom et qualité du signataire, ainsi que la mention de la délégation. Le présent arrêté prend effet à compter de sa publication.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le directeur général des services de Grand Châtellerault est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté sera inscrit au registre des arrêtés du Président et ampliation sera adressée au contrôle de légalité. Ampliation du présent arrêté sera également transmise à l'intéressé pour lui servir de titre.

Envoyé en préfecture le 10/07/2024

Reçu en préfecture le 10/07/2024

Publié le



ID : 086-248600413-20240617-CA24XXXJAR0044A-AR

**ARTICLE 6** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa publication. La juridiction administrative compétente peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Un recours gracieux, suspendant le délai du recours contentieux, peut-être porté devant monsieur le Président dans les mêmes délais.

Fait à Châtelleraut, le

**Le Président de Grand Châtelleraut,**

Jean-Pierre ABELIN